

HUITIEME REUNION REGIONAL DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS DES PAYS
MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE (CPS)

(Nadi, Fiji 09 mars 2023)

Article de référence	
Titre	Aperçu du rapport sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour les îles du Pacifique, le Timor-Leste et les Maldives (2022)
Action	Pour considération par la CPS

L'objectif de ce document est :

- i) D'informer les ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la Communauté du Pacifique (CPS) de l'achèvement du rapport sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour les îles du Pacifique, le Timor-Leste et les Maldives (2022) et solliciter leurs décisions sur la marche à suivre.

Recommandation :

- Les ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la Communauté du Pacifique sont invités à approuver la production future et continue de ce rapport, et à lancer un appel aux partenaires de développement pour soutenir non seulement la production continue de ce rapport, mais également le travail requis pour combler les lacunes critiques identifiées en matière de disponibilité des données.

Résumé/Brève description/Points clés

Ce document est le premier rapport sur la sécurité alimentaire et la nutrition, produit conjointement par la FAO, le FIDA, la Communauté du Pacifique, l'UNICEF, le PAM et l'OMS, qui couvre les îles du Pacifique (Fidji, Kiribati, Les États Fédérés de Micronésie, Les Îles Cook, Les Îles Marshall, Les Îles Salomon, Les Palaos, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu), le Timor-Leste et les Maldives. Le rapport s'appuie sur les preuves existantes pour présenter une mise à jour sur l'évolution du contexte de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aux gouvernements et aux partenaires de développement.

La FAO dirige également la préparation de ce rapport sous le même format aux niveaux régionaux, couvrant par exemple les régions Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord. Cependant, les versions mondiales et régionales ne se focalisent pas les spécificités de la région Pacifique.

Les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique sont isolés et peu peuplés, souvent dispersés sur de nombreux atolls. Les déplacements constituent un défi, les individus dépendent fortement des importations ainsi que de leurs écosystèmes terrestres et marins pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance, mais les écosystèmes sont fragiles et vulnérables aux facteurs environnementaux et aléas naturels.

Les systèmes alimentaires traditionnels de ces PEID sont en train de disparaître, et les habitudes alimentaires dépendent de plus en plus des denrées importées et transformées, souvent de faible valeur nutritionnelle. Les régimes alimentaires peu nutritifs contribuent largement aux maladies non transmissibles (MNT), qui sont la principale cause de décès prématurés dans les PEID du Pacifique.

Ce rapport examine les données disponibles pour 15 États et Territoires du Pacifique, ainsi que le Timor-Leste et les Maldives, afin de présenter un aperçu de l'état actuel de la sécurité alimentaire et

de la nutrition dans cette région. Le rapport examine les indicateurs clés de l'Objectif de développement durable 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), Cibles 2.1 et 2.2, qui se concentrent sur la faim et la malnutrition. Des indicateurs nutritionnels mondiaux supplémentaires sont également présentés pour élargir la vue d'ensemble à la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, et à la santé liée à la nutrition dans la région.

L'objectif de ce document est de présenter les résultats du rapport et les actions concrètes que la CPS peut soutenir pour leur mise en œuvre.

Contexte

Défis à relever pour assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'accès aux services de première nécessité.

1. La dispersion de la population des PEID du Pacifique pose d'énormes défis aux gouvernements qui cherchent à assurer la sécurité alimentaire, à fournir des services essentiels tels que la santé et l'éducation, et à promouvoir un développement économique durable.
2. Les tendances démographiques varient considérablement dans la région. Certains des plus grands États et territoires (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Timor-Leste, Les Îles Salomon et Vanuatu) ont des taux de croissance démographique de 2 à 2,5 pourcents, de sorte que la disponibilité des terres fertiles dans les zones rurales densément peuplées affecte la sécurité alimentaire. D'autre part, de nombreux autres États et Territoires de la région affichent des taux de croissance inférieurs à 1 pourcent et rencontrent des problèmes de manque de main-d'œuvre dans le secteur agricole.
3. L'urbanisation et l'émigration (principalement vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande) ont des effets multiples - environnementaux, économiques et sociaux, ainsi que des répercussions complexes sur les systèmes alimentaires. Les systèmes de gestion des ressources terrestres et marines qui continuent d'influencer la manière dont les communautés gèrent leurs ressources naturelles de nos jours découlent d'une longue tradition pour ces États et Territoires, (Campbell, 2015 ; Wairiu, 2017). Mais ces systèmes évoluent désormais rapidement, en raison de leur interaction croissante avec les forces économiques extérieures et la modernisation.
4. Traditionnellement, les systèmes alimentaires étaient caractérisés par des activités variées concernant la production et l'échange de produits alimentaires. Ces systèmes comprenaient un mélange d'agriculture de subsistance et de systèmes de chasse-cueillette pour la récolte de nourriture, le troc et le négoce entre les îles. L'intégration grandissante des économies des PEID du Pacifique dans le système mondial, a pour conséquence une déconnexion des populations, de plus en plus urbaines, des systèmes alimentaires traditionnels et les rendent de plus en plus dépendantes des importations de denrées alimentaires. L'émigration et la dépendance croissante des individus dont la subsistance repose sur les transferts d'argent de travailleurs expatriés, accélèrent la tendance vers les achats de denrées alimentaires, souvent importées. L'intégration grandissante dans l'économie mondiale entraîne à son tour une vulnérabilité aux fluctuations de prix - notamment ceux des denrées alimentaires ainsi que de la consommation énergétique, sur les marchés mondiaux.
5. La production primaire est une composante essentielle de l'économie de ces États et Territoires, pour laquelle ils dépendent largement des petits exploitants agricoles et des

pêcheurs artisanaux. Dans de nombreuses zones rurales, la majorité des personnes produisent et consomment des aliments provenant de leurs propres exploitations, complétés par des aliments achetés. Pourtant, dans l'ensemble, la plupart de ces PEID produisent généralement moins de 65 pour cent de leur approvisionnement énergétique alimentaire au niveau national et dépendent largement des importations alimentaires (FAO, 2020). Cela souligne l'hétérogénéité des systèmes agroalimentaires dans la région et le fossé croissant entre les zones rurales et urbaines.

6. Dans l'ensemble et à l'exception des plus petits États insulaires, la disponibilité des aliments cultivés localement a été généralement suffisante pour éviter la pénurie alimentaire et la faim dans les îles du Pacifique, de sorte que l'apport énergétique de la plupart des ménages océaniques est suffisant.
7. Cependant, les difficultés rencontrées par certains ménages pour accéder à des aliments sains, suffisamment diversifiés et nutritifs peuvent entraîner une insécurité alimentaire. Cela est attribuable à une combinaison de facteurs, notamment le revenu insuffisant des ménages, l'accessibilité économique des aliments, une préférence pour les aliments importés qui sont souvent moins chers et plus pratiques, et un manque de mesures de préservation, de conservation et de transformation des aliments frais (PIFON, 2020).
8. La libéralisation du commerce et l'intégration croissante des îles du Pacifique dans l'économie mondiale, ainsi qu'une urbanisation rapide et un écart grandissant entre les populations et les modes de vie urbains et ruraux ont radicalement modifiés les habitudes alimentaires de la population du Pacifique au cours des 50 dernières années. Les régimes traditionnels, reposant sur la production de subsistance et la consommation d'aliments locaux, étaient typiquement composés de légumes verts et de glucides complexes : les aliments d'origine végétale constituant 83 % de l'apport alimentaire et le poisson, le porc et la volaille comblant les besoins en protéines et en micronutriments (Robins et al., 2020).
9. Avec la forte tendance à l'urbanisation et surtout avec la libéralisation du commerce dans les années 1990, une « transition nutritionnelle » se produit dans de nombreux États et Territoires, les populations devenant de plus en plus dépendantes des aliments importés et hautement transformés. Les aliments essentiels locaux, tels que le taro, l'igname, le poisson et autres fruits de mer - tous peu transformés - sont moins consommés : étant remplacés par des aliments transformés importés tels que les nouilles, le riz et le blé. (Robins et al., 2020).
10. Alors que certains processus de transformation peuvent rendre les aliments plus sûrs à consommer et en fin de compte améliorer la sécurité alimentaire, le taux de transformation peut fortement influencer le caractère sain d'un aliment. Les aliments ultra-transformés sont des « mixtures multi-ingrédients formulés industriellement... [qui sont] hautement transformés au point que les produits d'origine, végétales ou animales, ne sont plus identifiables. La plupart sont manufacturés pour être prêts à manger ou à réchauffer, ne nécessitant aucune préparation avant une consommation rapide et facile » (Monteiro, 2019). Ces aliments ultra-transformés ont été directement liés à la surcharge pondérale, à l'obésité et à de nombreuses maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation.
11. Les modes de vie urbains ont tendance à favoriser la sédentarité et rendent les aliments pré-préparés en dehors du domicile plus accessibles et disponibles, et accroissent l'exposition

directe aux campagnes de communication, souvent pour des aliments ultra-transformés à la valeur nutritionnelle faible et riches en sucre, sel et matières grasses. La consommation inadaptée de ces aliments contribue au « triple fardeau de la malnutrition », qui affecte particulièrement les femmes et les enfants : retard de croissance, carences en micronutriments (principalement l'anémie), ainsi que surpoids et obésité (UNICEF, 2020). La montée en flèche de la prévalence de la suralimentation (surpoids et obésité) contribue à une augmentation catastrophique d'une série de MNT, notamment le diabète et les maladies cardiovasculaires (OMS, 2022a).

12. Plus de la moitié des décès dans chaque État et Territoire d'Asie et du Pacifique sont désormais attribuables aux MNT, et plus des deux tiers de tous les décès pour 24 des 30 États et Territoires de la région pour lesquels des données sont disponibles. Six des dix premiers États et Territoires au monde présentant une probabilité de mortalité prématurée élevée due aux MNT se trouvent dans le Pacifique (OMS, 2022a).
13. Il est clair que les tendances, les chocs et les stress climatiques et non climatiques, individuellement et en interaction complexe les uns avec les autres, ont déjà des impacts négatifs importants sur la production alimentaire, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le bilan sanitaire dans les îles du Pacifique. Quels que soient les détails exacts, la conclusion générale des projections basées sur la modélisation établit clairement que ces impacts vont probablement s'aggraver dans un avenir prévisible. Ces tendances et leurs impacts doivent être traités de toute urgence et efficacement dans le cadre d'une politique et d'une planification alimentaires transformatrices.
14. Ce rapport fournit une base pour reconnaître l'état actuel de la nutrition et de la sécurité alimentaire, donne une indication des lacunes dans les connaissances et propose aux donateurs, chercheurs et décideurs des domaines sur lesquels concentrer leurs travaux futurs.

Conclusions détaillées du rapport

Disponibilité et accessibilité de la nourriture : La production alimentaire varie dans la région. Par exemple, certains pays produisent des quantités substantielles de racines et de tubercules, qui fournissent une contribution majeure aux besoins énergétiques des régimes alimentaires, alors que la principale production locale d'aliments de base du Timor-Leste est constituée de céréales (essentiellement du maïs). Certains pays importent des quantités substantielles de céréales (probablement dans tous les cas principalement un mélange de produits à base de riz et de blé) et produisent des quantités importantes de légumes et de fruits. Cependant, les sources de données actuelles sous-évaluent probablement la production potagère de légumes destinés à la consommation des ménages.

15. Le coût d'une alimentation saine est défini comme le coût des aliments disponibles localement les moins chers pour répondre aux besoins des recommandations diététiques énergétiques et alimentaires (FBDG) pour une personne représentative de la population cible avec un bilan énergétique de 2 330 kcal/jour. Parmi les États et Territoires couverts par ce rapport, les données sur les indicateurs relatifs à l'accessibilité économique d'une alimentation saine (CoAHD) n'existent que pour Fidji et les Maldives, indiquant une importante lacune dans les données.

16. Cependant, il existe des données presque complètes sur les revenus des ménages issues des dernières enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) pour les États et Territoires couverts par ce rapport, ainsi que des données pour un plus petit nombre d'États et Territoires sur les dépenses des ménages en aliments et boissons.
17. Si l'on examine les chiffres totaux, les ménages des Îles Salomon ont déclaré dépenser 42,2 % de leurs revenus en aliments et en boissons non alcoolisées. Cela est similaire aux ménages de Tuvalu (39,3 %), de Samoa (38,6 %), des États Fédérés de Micronésie (34,4 %) et de Tokelau (33,3 %). À Niue, les ménages ont déclaré dépenser 26,5 % de leurs revenus pour la nourriture et les boissons non alcoolisées, comme à Nauru (24,9 %) et aux Maldives (23 %). Les ménages des Îles Cook ont déclaré dépenser 19,2 % et les Palaos 16,9 % en nourriture et en boissons non alcoolisées.
18. Les recherches de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) suggèrent que les ménages consacrant plus de 75 % de leurs revenus à l'alimentation peuvent être considérés comme très vulnérables et, par conséquent, en situation d'insécurité alimentaire ; ceux qui dépensent entre 65 et 75 % peuvent avoir une insécurité alimentaire élevée ; ceux qui dépensent entre 50 et 65 % peuvent avoir une insécurité alimentaire moyenne ; et ceux qui consacrent moins de 50 % de leur revenu à l'alimentation peuvent avoir des niveaux d'insécurité alimentaire plus faibles (Smith et Subandoro, 2007).
19. Il existe très peu de données sur les prix alimentaires et leurs fluctuations dans les États et Territoires insulaires océaniques. Fidji et Samoa ont commencé à suivre le coût des principaux articles à l'aide d'études de marché, mais cela n'est pas fait de manière cohérente dans toute la région. Bien que les données de Fidji et de Samoa ne soient basées que sur plusieurs produits de base clés, elles fournissent une image utile des changements dans le temps et en réponse à des événements tels que la COVID-19.
20. Il est important de comprendre la disponibilité et le coût abordable des aliments. Bien que certaines données existent, l'une des faiblesses de l'utilisation des dépenses alimentaires comme indicateur de la sécurité alimentaire est qu'elle néglige la production alimentaire domestique ou communautaire. De plus, les définitions de « nourriture » varient selon les contextes, et l'inclusion de « boissons non alcoolisées » ajoute un niveau de complexité supplémentaire. Cette mesure ne tient pas non plus compte de la répartition de la consommation au sein d'un ménage.

Politiques de soutien à l'alimentation et à l'agriculture

La politique gouvernementale est un moteur important de la disponibilité, du coût et de l'accessibilité économique des aliments nécessaires à une alimentation saine. La politique peut affecter les décisions de production et de consommation, la dynamique de la chaîne de valeur alimentaire, les importations alimentaires et de nombreux autres domaines. Dans certains cas, la politique peut induire des résultats sans rapport avec son objectif initial. Par exemple, la promotion des exportations, si elle n'est pas bien réfléchie, elle pourrait avoir des effets imprévus sur le système de production national, ainsi que sur la disponibilité et l'accessibilité économique d'aliments sains. De même, une politique qui vise à soutenir une partie du système alimentaire complexe peut avoir des impacts imprévus dans d'autres domaines, réduisant encore une fois la disponibilité et l'accessibilité économique à des aliments sains.

21. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2022 (State of Food Security and Nutrition in the World 2022)* récemment publié met l'accent sur l'appui politique à la sécurité alimentaire et à l'accès à des régimes alimentaires sains. Le rapport analyse l'appui politique existant pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et la manière dont ces politiques affectent les régimes alimentaires. Les données par États et Territoires sont extraites de la base de données sur les *mesures incitatives* dans le domaine agricole de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI, 2020). Aucun des États et Territoires mentionnés dans ce rapport n'est inclus dans cette analyse des politiques, ce qui reflète un manque de données sur les îles du Pacifique, le Timor-Leste et les Maldives.
22. Le rapport synthétise ainsi : « La plupart des politiques de soutien agricole actuellement mises en œuvre ne sont pas alignées sur l'objectif national de promotion d'une alimentation saine et, dans de nombreux cas, compromettent par inadvertance les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et contribuent à l'augmentation des MNT liées à la surcharge pondérale, à l'obésité et à l'alimentation. Il semble probable que ce soit également le cas dans les îles du Pacifique et dans la région du Timor-Leste, mais une analyse détaillée est nécessaire pour le confirmer, ainsi que pour rechercher des moyens de réformer les politiques pour soutenir la sécurité alimentaire et des régimes alimentaires sains.
23. Bien qu'une évaluation préliminaire de ces politiques ait été entreprise (au moins jusqu'en 2020), il est évident qu'il existe des lacunes dans l'environnement politique et qu'il est nécessaire de mieux comprendre cela pour soutenir l'agriculture locale et des régimes alimentaires sains. Une politique nationale de nutrition et/ou de sécurité alimentaire est en vigueur en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon, aux Îles Marshall et au Timor-Leste ; et une stratégie nationale actuelle sur les MNT, des plans d'action ou un plan directeur de santé sont disponibles pour les États Fédérés de Micronésie, les Îles Salomon, les Îles Cook, Niue, Samoa, les Maldives et le Timor-Leste. Aucun pays n'a de politique, de stratégie ou de plan spécifique en matière de santé infantile et maternelle/nutrition.
24. Au moment de la rédaction de ce rapport, la plupart des États et Territoires disposaient d'une politique de production alimentaire en vigueur (données allant jusqu'en 2020). Lors de l'examen des six composantes de la production alimentaire, notamment : la production pour les marchés locaux, le renforcement de la chaîne d'approvisionnement, la production à valeur ajoutée, l'amélioration de l'agriculture des petits exploitants, l'adaptation au changement climatique et la sécurité du marché, la plupart des États et Territoires avaient une politique explicite sur toutes ces composantes, ou toutes sauf une. Tuvalu est le seul État et Territoire doté d'une politique, d'un objectif ou d'une action en matière de sécurité du marché local.
25. Lors de cet inventaire des politiques existantes, beaucoup avaient récemment expiré ce qui indique un retard dans l'élaboration et la signature des politiques. Toutefois, il convient de noter que cette période coïncidait avec la COVID-19 et que les gouvernements ont peut-être réorienté leurs efforts vers d'autres aspects de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'application des politiques en réponse à la pandémie.
26. La difficulté à trouver des versions à jour des politiques, même en utilisant des bases de données mondiales, suggère également qu'il est nécessaire d'examiner comment et où ces documents de référence sont partagés.

Indicateurs de sécurité alimentaire et progrès vers la sécurité alimentaire dans le Pacifique

27. Certaines données - Prévalence de la sous-alimentation - PoU (ODD 2.1.1) et - Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de le sentiment d'insécurité alimentaire - FIES (SDG 2.1.2) sont disponibles pour la région, mais il existe encore des lacunes importantes dans notre compréhension des taux actuels pour ces indicateurs, en particulier pour la plupart des petits États insulaires. Les principales conclusions comprennent ce qui suit :
28. Les données FAOSTAT pour la PoU vont de 4,2 pour cent à Kiribati à 26,2 pour cent au Timor-Leste (valeurs de 2020, notez que les données pour tous les pays ne sont pas disponibles).
29. Les données FAOSTAT sur la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave vont de 13,4 pour cent (Maldives) à 41 pour cent à Kiribati (valeurs 2019-21, notez que les données pour tous les pays ne sont pas disponibles).
30. La pandémie de la COVID-19 et les catastrophes récentes compliquent encore les estimations de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire. Aux Maldives, une évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur les ménages a fait état d'un taux de prévalence estimé à 21,5 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 13,4 % avant la COVID-19 (Maldives Bureau of Statistics & Ministry of National Planning, Housing & Ministry of National Planning, Housing & infrastructures, 2021).
31. Dans certains cas, les États et Territoires s'appuient sur des informations potentiellement obsolètes ou sur des études qui peuvent ne pas inclure un échantillon véritablement représentatif. Pour les États et Territoires où des données sont disponibles pour la PoU, il semble que certains taux aient baissé jusqu'en 2016 environ et qu'ils augmentent aujourd'hui, mettant en évidence la nécessité d'intensifier la collecte de données dans la région.

L'état de la nutrition

Alimentation de l'enfant

32. La disponibilité des données pour les indicateurs de nutrition infantile varie selon les États et Territoires, avec peu ou pas de données disponibles au moment de la rédaction pour les États Fédérés de Micronésie, les Îles Cook, les Palaos, Nauru, Niue, Tokelau et Tuvalu au cours des 10 dernières années.
33. Les données de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale sur la prévalence déclarée du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans vont de 2,2 % aux Tonga à 46,7 % au Timor-Leste (valeurs de 2017 à 2020, notez que les données pour tous les pays ne sont pas disponibles).
34. Les données de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale sur la prévalence déclarée de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans vont de 1,1 % aux Tonga à 9,1 % aux Maldives (valeurs de 2017 à 2020, notez que les données pour tous les pays ne sont pas disponibles).
35. Dans l'ensemble, la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance est la plus élevée aux Samoa avec 15,7 %, suivie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à 13,6 % et de 12,9 % aux Maldives. La prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance la plus faible est enregistrée aux Îles Cook avec 3,5 %.

36. Les États et Territoires mélanésiens sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de l'Assemblée de la Santé pour l'allaitement maternel exclusif, ayant enregistré le plus de progrès dans la région entre 2004 et 2021. En raison d'un manque de données disponibles pour certains États et Territoires (Les États Fédérés de Micronésie, Nauru, Les Îles Cook, Les Palaos, Nauru, Niue, Tokelau et Tuvalu), il n'est pas possible d'indiquer les progrès pour l'ensemble de la région. S'il est évident que des progrès ont été réalisés au niveau national pour les Îles Marshall et le Samoa, Kiribati et les Tonga sont en retard pour atteindre l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé pour l'allaitement maternel exclusif, car la prévalence dans ces États et Territoires diminue. Des progrès ont également été réalisés aux Maldives et au Timor-Leste. Dans l'ensemble, sept États et Territoires sont actuellement au-dessus de l'objectif de 50 %.
37. Il existe peu de données sur la diversité minimale du régime alimentaire, la fréquence minimale des repas et le régime alimentaire minimal acceptable pour les enfants âgés de 6 à 23 mois.

Alimentation des adolescents et des adultes

38. Comme pour les enfants, il existe des lacunes importantes dans les données relatives aux indicateurs nutritionnels chez les adolescents et les adultes.
39. Les données sur l'indice de masse corporelle (IMC) des adolescents sont limitées. Les données de l'enquête mondiale sur la santé à l'école (GSHS, 2015) indiquent que 63,7 % des jeunes de 13 à 17 ans aux Îles Cook sont en surpoids, dont 35,3 % sont obèses (les valeurs les plus élevées dans les données disponibles).
40. La prévalence de l'obésité chez les adultes a augmenté dans tous les États et Territoires indiqués dans ce rapport entre 2000 et 2016 et était supérieure à la prévalence mondiale de 13 % en 2016 (OMS, 2021) pour 15 des 17 États et Territoires. En 2016, la prévalence de l'obésité était supérieure à 45 % dans les États Fédérés de Micronésie, aux Îles Cook, aux Îles Marshall, à Kiribati, à Nauru, à Niue, au Samoa, aux Tonga et à Tuvalu.
41. Parmi les États et Territoires étudiés dans ce rapport, les Maldives ont enregistré la prévalence d'anémie la plus élevée chez les femmes âgées de 15 à 49 ans sur la période 2000-2019, et les États Fédérés de Micronésie ont enregistré la prévalence annuelle la plus faible au cours de la période 2000-2019.
42. Aucun État et Territoire n'a respecté les Recommandations pour une vie saine dans le Pacifique de consommer des fruits et légumes tous les jours de la semaine, les États et Territoires se situant entre une moyenne de 1 et 4 jours de fruits, et 1,5 et 6,7 jours de légumes consommés au cours d'une semaine type.
- Environ neuf adultes sur dix (85 % ou plus) mangeaient moins que la recommandation quotidienne de cinq portions de fruits et/ou légumes à/aux États Fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Maldives.
 - Seuls les Tonga disposaient de données sur la consommation de fruits et légumes par les adolescents, par le biais du GSHS de 2017. Les chiffres suivants ont été mis en évidence: 51,1 % des élèves ont généralement mangé des fruits, tels que des pommes, des oranges, des mangues, des bananes, du kuava ou des lesi, deux fois ou plus par jour au cours des 30 derniers jours; 35,5 % des élèves ont généralement mangé des

légumes, tels que tomates, carottes, concombres, haricots, pelé ou lu, trois fois ou plus par jour au cours des 30 derniers jours.

43. Une consommation élevée de boissons sucrées (SSB) augmente le risque de maladies non transmissibles telles que le diabète, l'obésité et la carie dentaire, en raison de la faible teneur en nutriments et de la teneur élevée en sucre et en calories (OMS, 2017a). Les cas rapportés de consommation de SSB dans les îles du Pacifique est limitée. Sur les 15 rapports nationaux STEPS¹ disponibles, seuls trois États et Territoires (Kiribati, Îles Marshall et Les Palaos) ont collecté des données sur la consommation de boissons sucrées, l'une des enquêtes ajoutant une question supplémentaire sur le nombre moyen de cuillères à café de sucre ajoutées à une boisson par jour.

- En moyenne, les adultes de Kiribati consommaient 3,7 portions de boissons sucrées par jour pour les deux genres (3,5 portions pour les hommes et 3,9 portions pour les femmes). Le nombre moyen de cuillères à café ajoutées aux boissons par jour était de 5,2 pour les deux genres (5,1 pour les hommes, 5,2 pour les femmes).
- Aux Îles Marshall, la plupart des adultes (89,2 %) consommaient au moins une portion de boissons sucrées par jour, plus de la moitié (54,6 %) en consommaient deux portions ou plus et 10,8 % n'en consommaient pas (OMS, 2017b).
- Aux Palaos, la plupart des adultes (77 %) consommaient au moins une portion de boisson sucrée par jour, près de la moitié (43 %) des adultes consommaient deux portions ou plus de boisson sucrée par jour et 23 pour cent ne consommaient aucune portion (OMS, 2016b).
- Les taxes sur les boissons sucrées ont été adoptées par 13 des 17 États et Territoires inclus dans le rapport. Cependant, la compréhension de l'impact de ces taxes sur la consommation au niveau individuel est limitée.

44. Une consommation excessive de sel est associée à un risque accru d'hypertension et de maladies cardiovasculaires. Pour diminuer le risque d'hypertension, l'OMS recommande de ne pas consommer plus de 5 g de sel (2 g de sodium) par jour pour les adultes.

- a. Aux Îles Marshall (d'après HIES), la consommation de sel était en moyenne d'environ 9 g/personne/jour en 2019, ce qui est supérieur à la limite recommandée par l'OMS de ne pas dépasser 5 g/personne/jour (SPC, 2021). Au Samoa, la consommation moyenne de sel en 2013 était également supérieure à la recommandation de l'OMS, les deux genres consommant en moyenne 7,0 g/jour (homme 7,6 g/jour, femme 6,4 g/jour) (OMS, 2013).
- b. Seules les Tonga ont rendu compte de la consommation de sel alimentaire chez les adolescents, par le biais du GSHS de 2017. Les éléments suivants ont été mis en évidence : 54,7 % des élèves ont généralement mangé des aliments salés deux jours ou plus au cours des 30 derniers jours.

45. Les Tonga ont rendu compte de la consommation de restauration rapide dans le cadre du GSHS 2017, soulignant les éléments suivants : 27,1 % des étudiants ont mangé des plats à

¹ Approche STEPwise de l'OMS pour la surveillance des facteurs de risque des MNT.

emporter dans un espace de restauration rapide pendant trois jours ou plus au cours des 7 derniers jours

Conclusions

46. Ce rapport décrit l'état actuel de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Pacifique, en utilisant les meilleures données disponibles. Il décrit le contexte actuel de la région, en soulignant les principaux moteurs et influences sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel, et en particulier l'évolution des systèmes alimentaires/la transition nutritionnelle, les changements climatiques et les catastrophes naturelles, ainsi que l'impact de la COVID-19. Il sert à fournir une base de référence pour les rapports ultérieurs.
47. Il est clair que davantage de données sont nécessaires dans la région pour évaluer les taux actuels de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé. Un défi pour comprendre l'état actuel de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans le Pacifique est le manque d'indicateurs clairs. Bien que les objectifs des ODD et de l'Assemblée mondiale de la Santé puissent être utilisés, il n'y a pas de consensus sur les indicateurs des systèmes alimentaires, par exemple pour la production. Cela limite le suivi des changements et des progrès.

Recommandations : La voie à suivre - priorités et stratégies

48. Les ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la Communauté du Pacifique (PHOAF) sont invités à approuver la production future et continue de ce rapport sur une base annuelle ou biennale s'il considère le rapport comme un outil essentiel pour éclairer la planification du développement. Notant que le rapport révèle des lacunes critiques en matière de données, l'approbation du PHOAF devrait inclure un appel aux partenaires de développement pour qu'ils soutiennent non seulement la production continue du rapport, mais également le travail requis pour combler les lacunes critiques en matière de disponibilité des données identifiées comme un ingrédient important pour faciliter et informer les progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans ces PEID.
49. Si le PHOAF approuve la publication continue de ce rapport, comme demandé ci-dessus, il devrait également approuver le partenariat dirigé par la FAO entre le FIDA, l'OMS, le PAM, l'UNICEF et la CPS qui a produit ce rapport, mais aussi l'élargir en nommant les agences gouvernementales compétentes pour rejoindre le partenariat. En tant qu'agence dépositaire des indicateurs des ODD pertinents pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et en collaboration avec la CPS, la FAO est disposée à continuer à diriger le partenariat et à aider les pays à renforcer leurs capacités en matière de collecte et d'analyse de données.
50. Le PHOAF devrait approuver le fait que, pour mettre en œuvre avec succès le processus proposé ci-dessus, sous la direction conjointe de la FAO et du CPS, les pays devraient inclure la consommation alimentaire et les données nutritionnelles pertinentes dans leurs enquêtes nationales auprès des ménages. En outre, le Pacific Data Hub et la sous-commission régionale des statistiques joueraient un rôle important. Parmi les principaux livrables que le partenariat ciblera figurent l'harmonisation des indicateurs de sécurité alimentaire, les environnements alimentaires, le panier alimentaire sain et la mesure des coûts, des pertes et des dommages liés aux catastrophes, ainsi que la garantie d'un accès complet aux données.